

Loi sur les soins médicaux

Dans ses récents discours, le ministre s'est vanté de ses réalisations. Il n'a pas manqué d'y faire allusion à l'étude approfondie que son ministère a rendue publique juste avant les élections générales de 1974 sous le titre: «Nouvelles perspectives sur la santé des Canadiens». Si le ministre avait vraiment lu l'étude, il aurait remarqué qu'elle affirme la nécessité d'instituer des programmes de médecine préventive si l'on tient à améliorer sensiblement la santé des Canadiens. Mais, pour ce faire, il nous faut consacrer davantage de ressources aux soins de santé. Il faut plus de professionnels paramédicaux, de cliniques et de centres de services médicaux, plus de programmes d'assurance-médicaments, pour réduire le coût des médicaments et permettre à tous de se les procurer, etc. En d'autres termes, il faut soutenir les programmes de soins médicaux que la Saskatchewan, le Manitoba et la Colombie-Britannique ont eux-mêmes mis sur pied. Si le gouvernement fédéral se préoccupait sérieusement de la santé des Canadiens, il partagerait le coût de ces programmes.

Posons le problème comme ceci: le gouvernement fédéral essaie de rendre les provinces conscientes de la hausse des coûts des soins médicaux. Mais les provinces en sont très conscientes. Elles doivent payer 50 p. 100 de ces coûts accrus, sans avoir accès à l'argent de l'impôt sur le revenu. Non seulement doivent-elles payer leur part du coût du programme d'assurance-maladie, mais elles doivent aussi payer la totalité des services non visés par la loi. Cela leur a coûté un milliard et demi de dollars en 1975.

Le gouvernement fédéral est convaincu que les provinces doivent participer davantage. Il soutient qu'en fixant un maximum à ses contributions il incitera les provinces à réduire le coût de leurs propres services médicaux. Placés dans cette position, les gouvernements provinciaux devront hausser la taxe de vente provinciale, diminuer les services offerts, imposer des honoraires de modération ou mettre les usagers à contribution. Toutes ces solutions sont régressives et réduiraient les services médicaux offerts aux Canadiens.

● (2140)

Voyons un peu comment le gouvernement conservateur provincial de l'Ontario, par exemple, a décidé de s'attaquer au problème. D'abord, il a présenté une mesure pour rendre le port des ceintures de sécurité obligatoire. Maintenant, le ministre de la Santé de l'Ontario se promène accompagné d'un groupe de membres de la presse pour annoncer comme un oiseau de mauvais augure, comme le chef libéral de l'Ontario l'a dit, que tel ou tel hôpital fermera ses portes.

Il est intéressant de noter que le gouvernement n'a consulté aucune des communautés en cause. Il n'a pas consulté le personnel des hôpitaux qui devront fermer leurs portes. Incidemment, un hôpital de ma circonscription a dû fermer. Cette mesure a été prise sans consultation et de façon tout à fait arbitraire. C'est l'un des aspects regrettables des mesures comme le bill à l'étude. Elles obligent les gouvernements provinciaux à prendre des mesures à contre-cœur.

Un groupe de Canadiens souffrira certainement plus que les autres de ces mesures spéciales. Cela ne fait aucun doute. Il s'agit de ceux qui n'ont pas d'argent, qui n'ont pas de pouvoir économique, c'est-à-dire les pauvres. C'est un fait bien connu que ce sont les pauvres, ceux qui ont peu d'argent, qui sont en moins bonne santé. De fait, c'est surtout pour cela qu'un sénateur libéral, David Croll, qui est très sensible aux besoins des pauvres, a déclaré ce qui suit en réponse à l'annonce faite en juin par le gouvernement au sujet de la réduction des dépenses médicales:

C'est mauvais en principe; cela entraînera de la désunion en pratique et, à mon avis, c'est entièrement mauvais, mille fois mauvais.

Le coût des soins médicaux a augmenté, mais cela ne veut pas dire que les provinces gaspillent de l'argent. L'Association internationale de la sécurité sociale, qui a son siège à Genève, a indiqué dans un rapport qu'on ne prévoyait aucun ralentissement de la hausse des frais de l'assurance-maladie. Voici ce qu'a déclaré l'Association dans son rapport:

... l'humanité commence à considérer de plus en plus les soins médicaux comme une nécessité absolue, croyance entretenue par les rapides progrès de la science médicale...

Les raisons de la hausse des dépenses sont complexes mais il y a plusieurs raisons fondamentales qu'on retrouve dans la plupart des pays développés:

Voici quels sont ces facteurs:

La majorité des populations sont comprises dans les groupes d'âge supérieurs et les personnes âgées ont tendance à recourir davantage à des produits et aux services médicaux que les groupes d'âge inférieurs.

Les services médicaux sont considérés comme un besoin prioritaire qu'il faut satisfaire à tout prix, quel que soit son revenu.

La médecine a connu un bouleversement complet depuis 50 ans, devenant de plus en plus efficace et coûteuse, et on semble disposé à en payer le prix.

Les soins médicaux deviennent de plus en plus spécialisés et sont souvent axés sur les besoins de l'individu plutôt que sur ceux de la masse.

Par exemple, l'introduction de systèmes pour l'examen électronique des malades du cœur a augmenté les frais d'hospitalisation. Chaque année aux États-Unis, 15,000 malades sont munis d'un stimulateur cardiaque qui coûte \$1,500 et dont la durée est d'à peu près trois ans. On vient de mettre au point un appareil équipé d'une pile nucléaire qui peut durer dix ans mais dont le coût est de \$5,000. Le rapport affirme que chaque année, 15,000 Américains verseront 75 millions de dollars pour des stimulateurs cardiaques.

L'association déclare que les médecins contribuent également à la montée des frais médicaux. Comme ils disposent de toute une gamme de moyens de diagnostic et de traitement, les praticiens semblent considérer que leur devoir à l'égard du malade les oblige à recourir à toutes les formes d'examen et de traitements à leur disposition, même si les perspectives des réussites sont faibles.

Est-ce que le gouvernement devrait serrer la vis de cette façon en ce qui concerne les frais médicaux? La réponse unanime de notre parti est un non catégorique. Mais alors, que doit faire le gouvernement fédéral? Dans la publication du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social intitulée: «Nouvelle perspective de la santé des Canadiens», on proposait, pour améliorer les normes de santé des Canadiens et les rendre moins coûteuses à longue échéance, de consacrer plus d'argent à la médecine préventive au lieu de se contenter de programmes destinés à réparer les dégâts. Apparemment, les députés d'en face n'ont pas lu les publications de leurs propres ministères ou, s'ils les ont lues, ils ne s'en soucient guère. Ils peuvent se permettre des soins médicaux.

Une voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Ne vous inquiétez pas, j'ai ma clientèle.

M. Gilbert: Il parcourt sa circonscription.

M. Rodriguez: Je parcours ma circonscription pour inciter les libéraux à l'alimenter.

Il est absolument nécessaire d'avoir des centres de santé pour établir un diagnostic précoce. Si nous pouvons identifier rapidement la cause de la silicose chez un mineur et remédier à cette cause, nous allégerons le fardeau du contribuable dans le domaine médical. Il est certainement possible de procéder à des dépistages chez les enfants, par exemple dans le cas de maladies mentales ou de désordres émotionnels. Grâce à un dépistage et à un traitement rapide, il est possible de faire économiser beaucoup d'argent aux contribuables.